



Décision n° EAU/AUT/22/0500

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu le règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre ;

Vu la demande du 16 mai 2022 présentée par TPF Luxembourg S.A., 20, rue de l'industrie, L-8399 Windhof, mandatée par l'Administration communale du lac de la Haute-Sûre, 7, Duerfstrooss, L-9635 Bavigne, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la construction de la nouvelle mairie en zone de protection IIC du Lac de la Haute-Sûre à Bavigne ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La construction de la nouvelle mairie en zone de protection IIC du lac de la Haute-Sûre à Bavigne est autorisée à l'emplacement indiqué sur l'extrait du plan cadastral annexé, selon les conditions suivantes :

Art. 2: Conditions

Conditions générales

1. Le stockage de produits dangereux doit se faire sur des cuves de rétention de capacité suffisante et dans des locaux sans connexion aux égouts.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales et des eaux usées

2. Les canalisations sur le site sont à réaliser en système séparatif avec des regards séparés pour les eaux pluviales et les eaux usées avant leur raccordement au domaine public.
3. Afin de pouvoir réagir rapidement en cas de pollution, les raccordements au réseau public doivent être contrôlables, ce qui peut être accompli par l'un des moyens suivants :
 - a. Evacuation sur le terrain privé des eaux pluviales générées par les toitures ainsi que par les rampes d'accès aux garages via un fossé ou une cunette à ciel ouvert. De préférence, ce fossé ouvert est à aménager avec un fond végétalisé afin de promouvoir l'infiltration et l'évaporation des eaux pluviales.

- b. Evacuation sur le terrain privé des eaux pluviales et eaux usées par des regards d'inspection séparés et aisément accessibles.
 - c. Pour les bâtiments où la distance entre le bâtiment et le domaine public est restreinte, un certificat, attestant le raccordement correct des canalisations pour eaux pluviales et pour eaux usées de l'immeuble à la canalisation publique, établi par un organisme figurant sur la liste des organismes agréés pour l'environnement humain (sauf domaine logement) (Loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement) et agréé pour le point de compétence F1, est requis. Ce certificat est à réaliser et à envoyer à l'Administration de la gestion de l'eau 30 jours après la réalisation des raccordements particuliers.
4. Toutes les eaux usées ménagères doivent être raccordées au réseau des eaux usées pour se brancher à la canalisation publique des eaux usées de la rue « Doerfstrooss ».
 5. Les eaux pluviales doivent être évacuées via un fossé ouvert avant de se déverser dans le cours d'eau « Béiwenerbaach ».
 6. L'ouvrage d'évacuation vers le cours d'eau est à réaliser en forme de fossé ouvert et est à raccorder dans le sens de l'écoulement du cours d'eau en un angle inférieur à 45°. Afin de réduire la vitesse d'écoulement dans le fossé et ainsi le risque d'érosions dans le cours d'eau, une stabilisation du fond du fossé peut s'avérer nécessaire. Ceci est à réaliser par une pose irrégulière de pierres naturelles. Une stabilisation dans les berges et le fond du cours d'eau n'est pas autorisée.
 7. L'ouvrage d'évacuation vers le cours d'eau est à intégrer dans la berge de manière à ne pas entraver ou compromettre l'écoulement des eaux en situation de basses et de hautes eaux.
 8. Toutes les pierres et tous les blocs rocheux utilisés doivent être originaires d'une carrière de la région.

En ce qui concerne le chantier en zone de protection du lac de la Haute-Sûre

9. Compte tenu de la localisation dans la partie IIC de la zone de protection du lac de la Haute-Sûre, l'autorisation des travaux est limitée à la parcelle cadastrale 336/3756.
10. Les entreprises actives sur le chantier sont à informer que les travaux se déroulent dans une zone de protection et que les modalités du règlement grand-ducal du 16 avril 2021 précité sont à respecter.
11. Les travaux doivent être effectués de manière à empêcher toute altération de la qualité de l'eau du lac.
12. L'utilisation d'engins et de machines de chantier doit se faire avec des précautions particulières. Des contrôles quotidiens sont à réaliser afin de vérifier l'absence de toute perte de carburant et d'huile. Des réparations de petite envergure sont à réaliser immédiatement. Si cela ne s'avère pas faisable, le dispositif concerné est à remplacer de suite. L'utilisation d'engins de chantier à moteur électrique est à préférer aux engins à moteur à combustion et tous les engins et machines doivent avoir de préférence de l'huile biodégradable dans leur système hydraulique. Toutes les mesures de maintenance et de réparation des machines de chantier et des véhicules, y compris le remplissage de carburant, sont interdites en zones de protection, sauf sur des surfaces imperméables conçues de façon à empêcher tout déversement d'huile ou d'hydrocarbure en direction du sous-sol.
13. Le ravitaillement des engins de chantier doit se faire sur une aire étanche aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles. Les tonneaux, bidons et réservoirs contenant des hydrocarbures et servant au ravitaillement des petites machines de chantier doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux hydrocarbures et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la capacité totale du volume qu'elle peut contenir. Un stock suffisant de matériaux absorbants est à mettre à disposition sur le site dans un endroit visible et facilement accessible afin de récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Lors du transvasement, l'aire en dessous du pistolet est à sécuriser par un bac de rétention ou un dispositif équivalent.

14. Les groupes électrogènes doivent être équipés d'une vanne de rétention pour le cas d'une fuite et sont à poser sur une dalle en béton étanche.
15. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir.
16. Toutes les eaux pompées/eaux de fouilles ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes sont à évacuer via des bassins de décantation de capacité appropriée, soit :
 - vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir de substances polluantes, de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9, une turbidité maximale de 30 NTU (classe: eau légèrement trouble) et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir de substances polluantes. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit ni causer un lessivage vers un cours d'eau ou une canalisation, ni engendrer un dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales, à condition de ne pas contenir de substances polluantes et de respecter une valeur de pH entre 6,5 et 9 et une turbidité maximale de 30 NTU (classe: eau légèrement trouble). Tout raccordement à la canalisation publique pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'Administration communale territorialement compétente, respectivement le propriétaire de la canalisation.
17. Les eaux usées des toilettes de chantier doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les eaux usées des toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent contenir ni formaldéhyde, ni détergents cationiques. Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

Art. 3: Obligation d'informer l'Administration de la gestion de l'eau

En cas de pollution accidentelle (par exemple déversement d'hydrocarbures, rupture de récipients, déversement de produits dangereux, fuites des eaux usées, etc.), des mesures immédiates sont à prendre pour empêcher une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (p. ex. fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles, excavation des terres polluées). Le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), l'Administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél.: 112, email: pollutions@eau.etat.lu), l'Administration de l'environnement et, si nécessaire, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sont à informer sans délai de l'incident.

Art. 4: Informations

1. La nomenclature de l'annexe II du règlement grand-ducal du 16 avril 2021 délimitant les zones de protection autour du lac de la Haute-Sûre détermine les installations, travaux et activités interdits, réglementés ou soumis à autorisation dans les zones de protection du lac de la Haute-Sûre.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur ou dans les eaux souterraines, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

Art. 5: Validité

1. Conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la décision devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés
 - n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
 - ont chômé pendant deux années consécutives ;
 - ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
 - ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

2. En cas de changement de législation ou de réglementation avant le commencement des travaux, le requérant est invité à consulter l'Administration de la gestion de l'eau afin d'étudier les nouvelles conditions affectant l'autorisation demandée.

Art. 6 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer à tout moment des contrôles afin de s'assurer du respect de la présente décision.

Art. 7 : Limites

Cette décision couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes légaux ou réglementaires.

Art. 8 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre ou à l'administration ayant pris la décision. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de 40 jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, la rubrique « Recours contre un acte administratif » peut être consultée sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Art. 9 : Transmission

Conformément à l'article 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Une copie de la présente est adressée au fournisseur d'eau potable, le syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES).

Luxembourg, le - 2 NOV. 2022

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



André WEIDENHAUPT
Premier Conseiller de Gouvernement

Documents annexés :

- Formulaire F-AUT-GEN
- Extrait du plan cadastral
- Extrait de la carte topographique
- Plan n° 2275_VRD_P_200 : Plan d'assainissement ; Vue en plan et coupe
- Plan du 25.05.2022 : Toiture
- Plan du 25.05.2022 : Façade Nord
- Plan du 25.05.2022 : Façade Ouest
- Plan du 25.05.2022 : Façade Est
- Plan du 25.05.2022 : Façade Sud
- Plan du 25.05.2022 : R + 1

